

CHARLES GAVE

RÉUSSIR SA DÉSINDUSTRIALISATION

OU COMMENT DES ÂNES SE SONT DÉBARRASSÉS DES LIONS



INSTITUT DES LIBERTÉS
le moment est arrivé

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
PREMIÈRE PARTIE: QUELS SONT LES MÉCANISMES QUI ONT AMENÉ À LA DÉSINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE	4
DEUXIÈME PARTIE : LES FONCTIONNAIRES AU POUVOIR ET LA DESTRUCTION DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE.	10
CONCLUSION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	25
CONCLUSION POLITIQUE	27

INTRODUCTION

De temps en temps, les technocrates qui gouvernent la France découvrent une évidence et se mettent à sauter comme des cabris en bêlant tous ensemble. C'est ce qui est en train de se passer : tous ces distingués serviteurs de l'Etat ont soudain découvert que, dans les quarante dernières années, la France s'était « désindustrialisée ».

Et donc, le bêlement à la mode est qu'il faut « réindustrialiser » notre pays.

Bien entendu, tous ceux qui ont été, sont encore ou voudraient accéder au pouvoir, grouillent d'idées sur ce qu'il conviendrait de faire pour réindustrialiser notre pays, mais aucun d'entre eux ne se donne la peine d'expliquer pourquoi et comment nous sommes arrivés au résultat actuel.

C'est ce que je vais essayer de faire. Mais avant tout il faut rappeler le mot d'Einstein. Comme le disait le grand homme « *il faut être idiot pour confier à ceux qui ont créé un problème le soin de le résoudre* ».

Avant d'essayer de réindustrialiser notre pays, il me semble **logique** d'essayer de comprendre d'abord **pourquoi** nous nous sommes désindustrialisés.

Le but de cette étude est donc très simple. Je vais montrer **qui** a été responsable de ce désastre et ensuite **comment** nous sommes arrivés au résultat d'aujourd'hui. Ce sera déjà faire œuvre utile.

Pour ce faire, je vais d'abord rappeler au bénéfice des lecteurs les mécanismes qui permettent le transfert de ressources du secteur privé au secteur public et du secteur public au secteur privé. Je montrerai que depuis 1981 au moins, en France les transferts ont été **toujours** du secteur privé au secteur public et la plupart du temps au nom de décisions prises par les représentants du fameux Etat Stratège Français. L'émergence en France de cette idée que l'état puisse être Stratège nous a fait passer en quelques décennies d'un état normal à un état obèse, la réponse à chaque crise étant plus d'état.

Ma première partie sera donc consacrée principalement aux mécanismes qui permettent ces transferts vers l'état, tandis que la seconde sera consacrée à un historique des crises qui nous ont amené là où nous en sommes...

PREMIERE PARTIE :

QUELS SONT LES MÉCANISMES QUI ONT AMENÉ À LA DÉSINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE ?

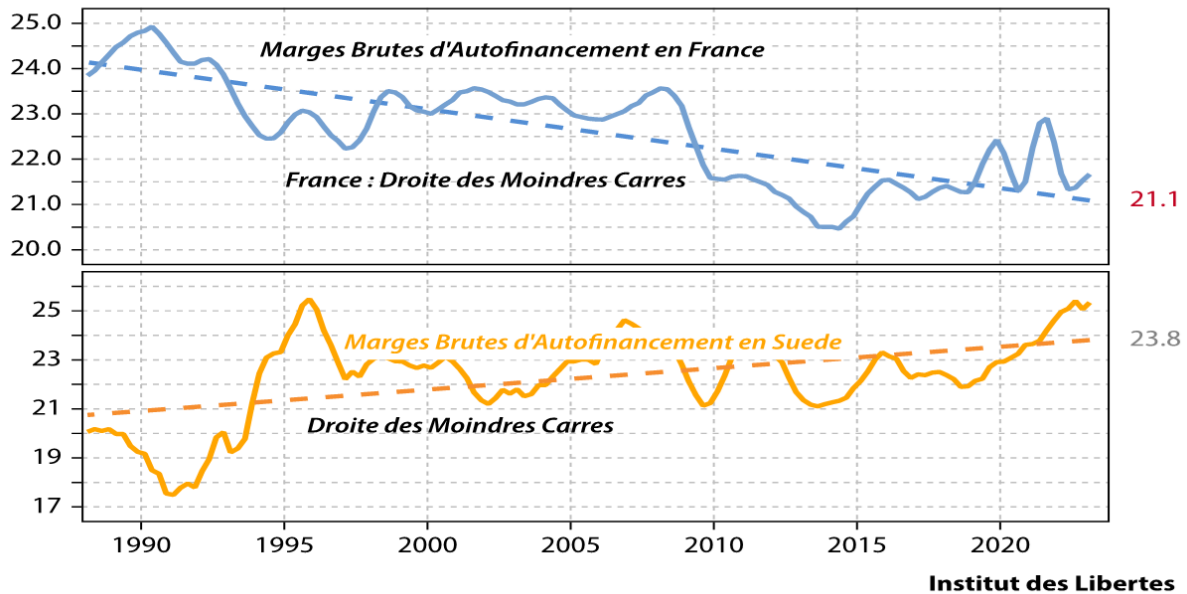
Je vais commencer par une constatation. Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées dans une économie.

Deux entités créent cette valeur ajoutée :

1. **Le secteur non concurrentiel**, c'est-à-dire l'Etat et ses affidés, qui en général dans notre pays fonctionnent à perte (d'où nos déficits et notre dette). Puisqu'il n'y a pas de prix de marché dans ces secteurs, la convention est que la somme des valeurs ajoutées par le secteur étatique est égale à la somme des salaires payés dans ces activités. On voit la logique, plus vous embauchez de fonctionnaires et plus vous vous endettez pour les payer, et plus le pays s'enrichit.
2. **Le secteur concurrentiel**. Dans ce cas de figure, la valeur ajoutée est égale (c'est une simplification) à la différence entre les ventes et les coûts de production. Pour ventiler un peu plus, cette valeur ajoutée créée par le secteur privé peut ensuite se scinder entre ce qui va aux salaires payés par les entreprises et ce qui va à la rémunération du capital, c'est-à-dire à ceux qui ont épargné et pris des risques. Heureusement, l'Insee publie depuis 1950 chaque trimestre un chiffre correspondant à la marge brute d'exploitation des entreprises opérant en France, c'est à dire à la rémunération du capital, et un autre chiffre pour le PIB. Il suffit de faire un ratio entre le premier et le second de ces chiffres pour savoir si la rentabilité du capital baisse, monte ou reste à plat en proportion du PIB.

C'est ce que je fais dans mon premier graphique, où je compare la France à la Suède, qui fit faillite en 1992, et qui depuis a toujours choisi les bonnes solutions, tandis qu'en France nous avons toujours choisi les mauvaises. Dans tous les graphiques où je compare la France et la Suède, la France sera en bleu, la Suède en Jaune.

France et Suède: Marges Brutes d'Autofinancement en % du PIB



Le résultat : il apparaît que depuis 1989, la Marge Brute d'Autofinancement est passée de 25% du Pib Français à 21%, tandis que la même marge est montée en Suède de 20% à 25%, niveau où sont restés à peu près constamment l'Allemagne et la Suisse.

La thèse que je vais défendre est donc fort simple.

La France s'est désindustrialisée parce que la rentabilité du capital investi dans l'industrie y est insuffisante.

Nous nous sommes désindustrialisés tout simplement parce qu'il est quasiment impossible de gagner de l'argent dans l'industrie en France et qu'il vaut mieux mettre ses usines en Suède, en Allemagne, en Autriche ou en Pologne... qu'en France.

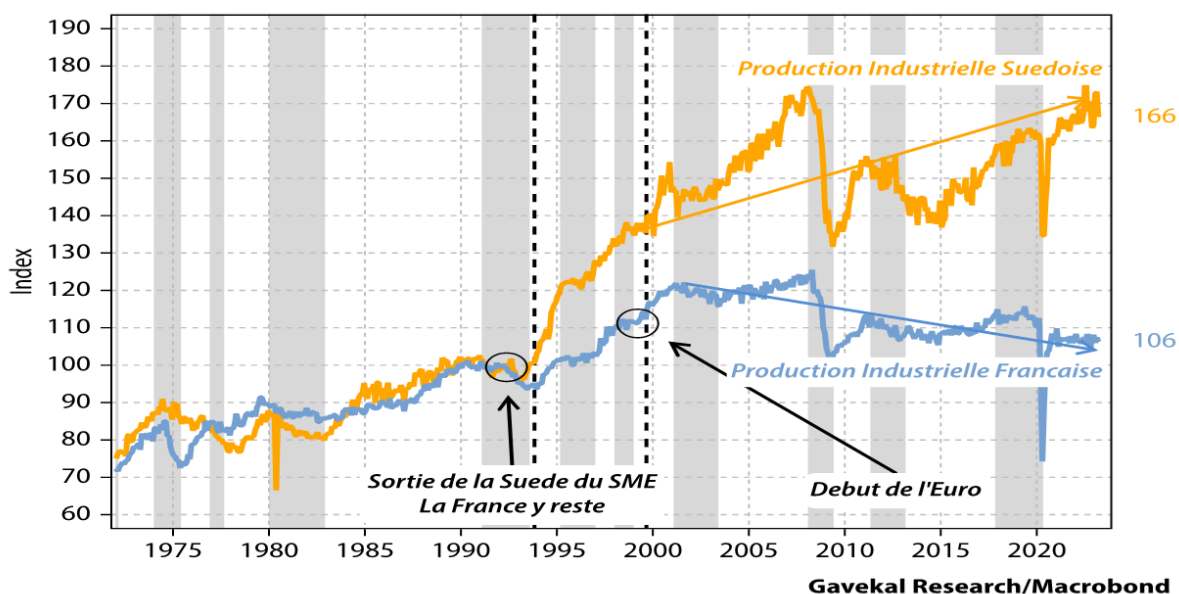
C'est ce que montre le graphique suivant.

De 1970 à 1992, date à laquelle la Suède, en quasi-faillite, quitte le SME, les productions industrielles Françaises et Suédoises ont exactement le même taux de croissance.

Depuis 1992, la production industrielle a explosé à la hausse en Suède et s'est effondrée en France.

Pourquoi cette divergence ? Parce que la Suède a pris les bonnes décisions aux moments importants, la part des profits dans le PIB monte, et la France les mauvaises, puisque la part des profits dans le PIB ne cesse de baisser.

Suede et France : Indices de la Production Industrielle Base 100 en 1989



Et si la part des profits en% du PIB a baissé, la part de « quelque chose d'autre » est montée puisque les différentes parties du PIB s'additionnent à 100.

Et ce qui est monté c'est la part de l'État, en France, alors qu'elle baissait en Suède.

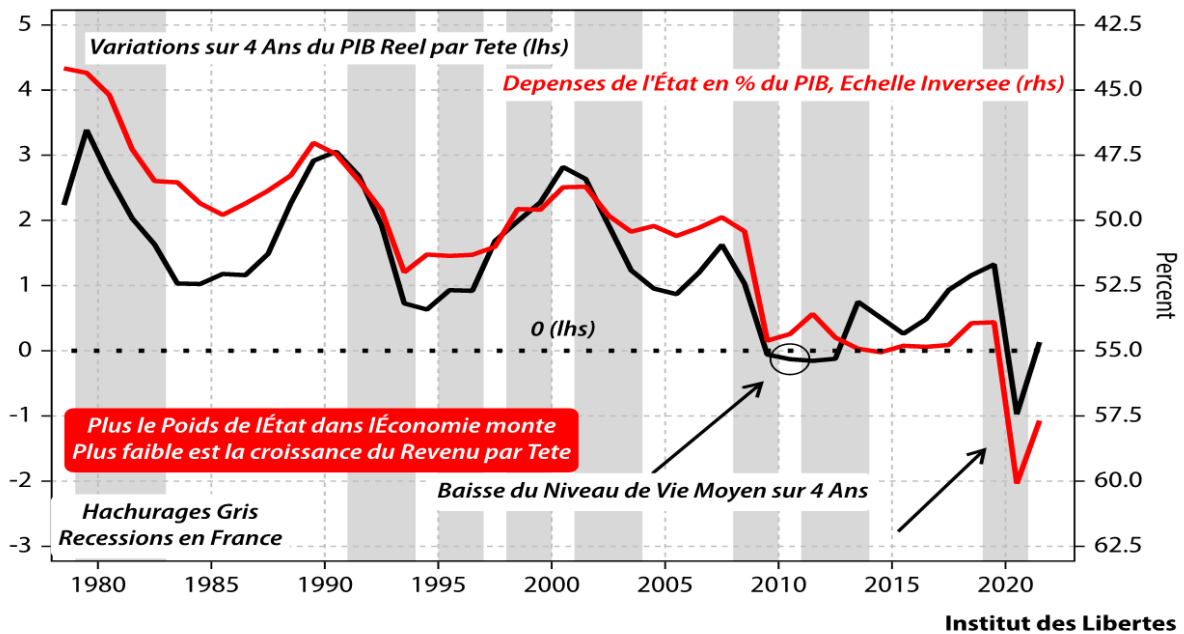
Les prises de décision en Suède ont amené à une baisse du poids de l'état, au contraire de ce qui s'est passé en France.

Dans tous les pays du monde, quand le poids des dépenses étatiques passe 35%, 40% du PIB, la hausse des dépenses de l'Etat entraîne **toujours** une baisse de la marge brute d'autofinancement et donc une baisse de la croissance structurelle, la quantité de capital à réinvestir année après année baissant puisque les entreprises gagnent moins en moins d'argent...

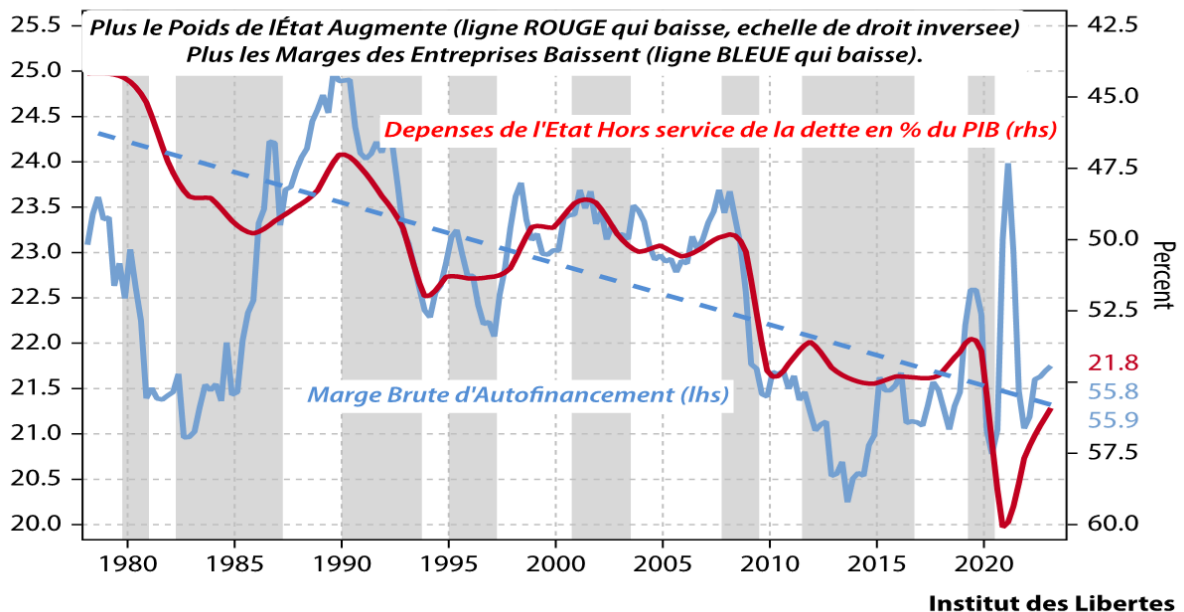
C'est ce que les deux graphiques suivants montrent.

Le premier montre que quand le poids de l'Etat dans l'économie **monte**, les profits des sociétés **baissent**. Et le deuxième montre que quand le poids de l'Etat monte, la croissance du PIB par tête ralentit, et nous sommes arrivés aujourd'hui dans une situation où le revenu par tête **va très probablement** baisser dans les 10 ans qui viennent. Pour la première fois depuis 1945, le niveau de vie va baisser en France dans les prochaines années. Confier l'économie à l'État est donc la façon plus certaine de se ruiner. Et c'est ce à quoi se sont attachées les élites françaises depuis quarante ans, avec énormément de succès.

Hausse du Poids de l'Etat dans l'Economie et Croissance du PIB par Tete



La Victoire du Technocrate et la Lente Agonie de l'Entrepreneur Français.



La Suède et la France opèrent dans le même monde : concurrence de la Chine, globalisation, réglementations européennes, contrainte énergétique, problèmes d'immigration, etc...

- Depuis 1992 et sa quasi-faillite, en Suède aujourd'hui, tous les clignotants sont au vert.
- Depuis la même date en France, la situation s'est détériorée de manière dramatique

Pourquoi cette différence entre les deux pays ?

La réponse est toute simple.

La France, comme la Suède, a procédé à des changements de législation et de taxation depuis les années 80.

Toutes les mesures prises par la Suède ont visé à accroître la rentabilité des affaires et la liberté individuelle.

Toutes les mesures prises en France n'avaient qu'**UN** but et un seul : Punir les entrepreneurs, et faire monter le poids de l'Etat dans l'économie c'est-à-dire faire croître le pouvoir de ceux qui aiment contrôler les autres au détriment du pouvoir de ceux qui voudraient qu'on les laisse tranquilles, et cela, que le personnel politique en place ait été de gauche ou de droite.

En fait, depuis cinquante ans, la France a été gérée par un parti unique. Les décisions qui ont détruit notre économie ont donc été prises uniquement pour des raisons idéologiques qui peuvent se résumer en une phrase : **Faire des profits est immoral** et celui qui en fait est donc suspect et doit être **règlementé, taxé et puni**.

Pour les partisans de cette idéologie :

- Si une société gagne de l'argent, elle doit être taxée. (cf. le débat à l'Assemblée Nationale sur les ' « profits excessifs »
- Si elle commence à en perdre, il faut la subventionner.
- Si elle est en faillite, il faut la nationaliser.

De mon expérience, il ressort que, pour les élites qui nous dirigent depuis cinquante ans, tout profit quel que soit son origine est excessif. La classe dirigeante française hait passionnément la liberté, le capitalisme et le droit de propriété.

Entre un système social fondé sur la contrainte et l'obéissance et un autre trouvant sa légitimité dans la compétence et la liberté de choix, les élites ont toujours choisi celui fondé sur l'obéissance et la contrainte, tant il est vrai qu'un entrepreneur, un vrai, est toujours un ennemi de l'obéissance.

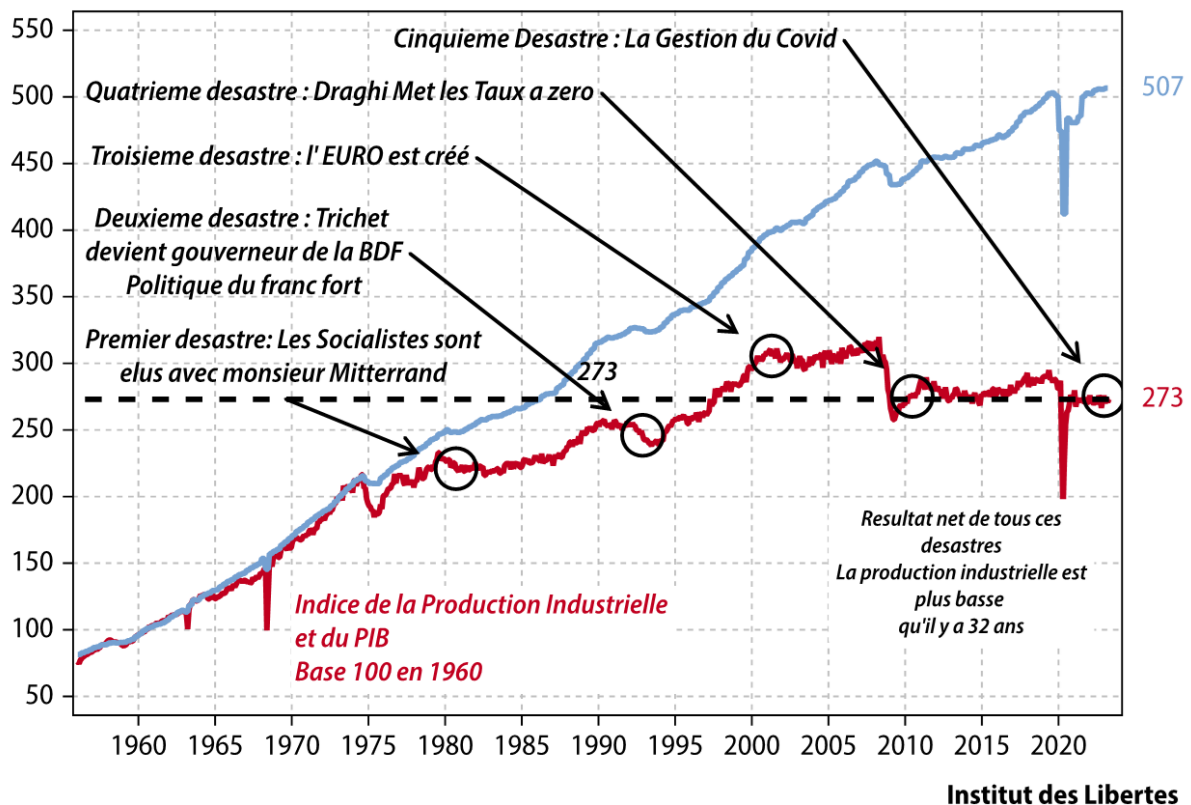
C'est cette idéologie qui est la cause principale de notre décadence.

Ayant identifié l'idéologie de la classe dominante, je vais maintenant revenir dans une deuxième partie sur **l'historique de la destruction de notre industrie par les technocrates .**

DEUXIÈME PARTIE : LES FONCTIONNAIRES AU POUVOIR ET LA DESTRUCTION DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE.

Que le lecteur veuille bien considérer le graphique ci-dessous

Une Courte Histoire de la des-industrialisation.



En 1981, les idées socialistes et étatiques prennent définitivement le pouvoir en France pour ne plus jamais le quitter. Ceux qui étaient aux affaires pouvaient de temps en temps ne pas être officiellement socialistes, cela ne changeait rien à l'affaire. Toutes les décisions importantes prises depuis 1981 ont toujours favorisé la hausse du poids de l'état et la restriction des libertés individuelles (cf. la différence des politiques au moment du COVID avec la Suède).

Quelques dates marquantes.

- A. En 1981 nous avons eu les nationalisations (ce qui fait monter le poids de l'Etat dans l'économie) et l'instauration de l'impôt sur la fortune (ce qui fait baisser la rentabilité du capital investi et la propension à épargner).
- B. En 1992, l'Ignoramus Maximus en chef, Trichet, décide de suivre la politique dite du franc fort. Le pauvre homme n'a pas compris qu'une monnaie forte était le résultat d'une bonne politique et, non pas l'inverse. C'est le genre de chef qui en 1914 aurait fait tuer de nombreux soldats pour maintenir le moral des troupes. Fort de ces brillantes certitudes, il décide de maintenir un taux de change fixe entre le DM et le FF, alors même que la Lire, la Livre et la Couronne Suédoise ont quitté le SME, et que leurs taux de change se sont effondrés. Bien évidemment, l'industrie française cesse d'être compétitive, la marge brute s'effondre tandis que des milliers d'entreprises coulent.
- C. En 2000, l'Euro, ce Frankenstein financier, autre grande idée de messieurs Delors et Trichet devient la monnaie commune en Europe. En 2009, nous avons la grande crise financière qui trouve son origine aux USA. Mais curieusement, la crise est beaucoup plus forte en Europe, à cause de l'existence de l'Euro qui a fait s'effondrer les marges des sociétés industrielles dans toute l'Europe du Sud dans les 10 ans qui précédaient. En 2011, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal, entrent en quasi-dépression et nos sociétés voient leurs marges s'effondrer durablement tant la demande venant de ces pays disparaît.
- D. Draghi, en 2012, pour « sauver l'Euro » décide de fixer les taux d'intérêts à zéro ce qui crée un faux prix pour la valeur du temps, détruit l'épargne à long terme, maintient en vie toute une série de sociétés qui auraient dû disparaître et, bien entendu, les marges s'effondrent à nouveau.
- E. Et dans la dernière crise, celle du COVID, (dernière avant la crise suivante bien entendu), nous avons encore une fois choisi la dépense étatique comme solution à tous nos problèmes, alors que la Suède choisissait une fois de plus l'autre solution.

Chacune des décisions françaises a fait :

1. Baisser la rentabilité du capital en France
2. Monter le poids de l'État dans l'économie en France
3. Tomber la croissance structurelle en France

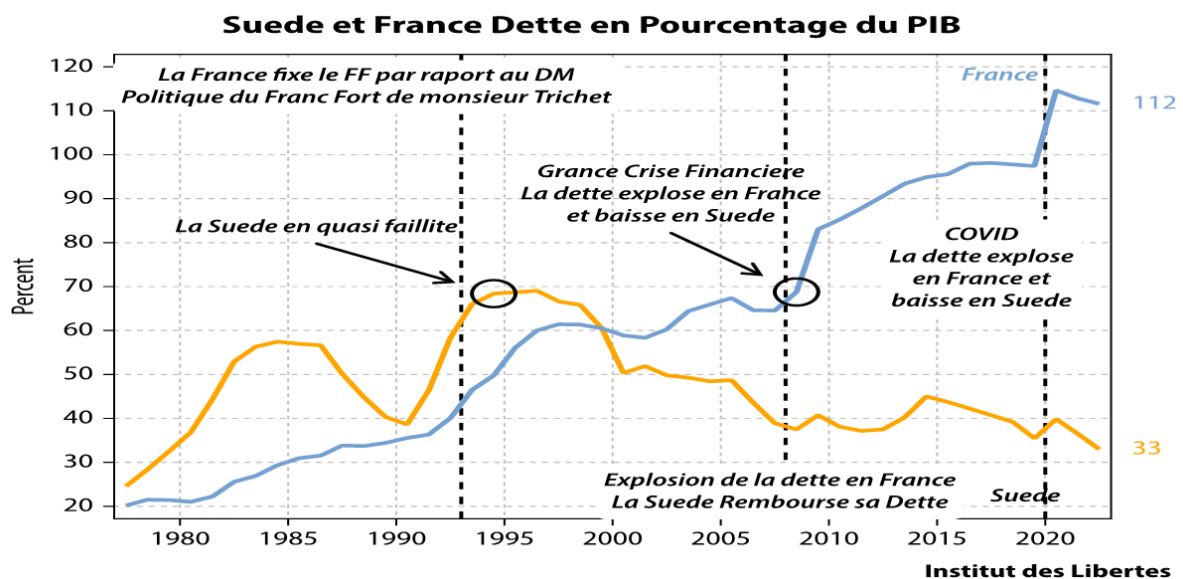
Et c'est à cause de toutes ces décisions, allant **toutes** dans le même sens, que la France s'est désindustrialisée.

Entre l'alourdissement du poids de l'Etat dans l'économie, la création de faux prix, la baisse de la rentabilité des entreprises, la hausse de l'endettement de l'État... la classe dirigeante de gauche comme de droite, a **toujours** choisi de favoriser les solutions centralisées et étatiques, aux dépens des solutions décentralisées et s'appuyant sur les libertés individuelles.

L'Euro devait nous aider à contrôler la dépense publique et la dette étatique, La Suède, par un referendum qui a été respecté, a refusé de rentrer dans l'Euro. Dans la logique des partisans de l'euro nous aurions dû constater un dérapage des finances publiques Suédoises tandis qu'en France tout serait resté sous contrôle.

Vérifions !

En fait c'est exactement le contraire qui s'est passé.



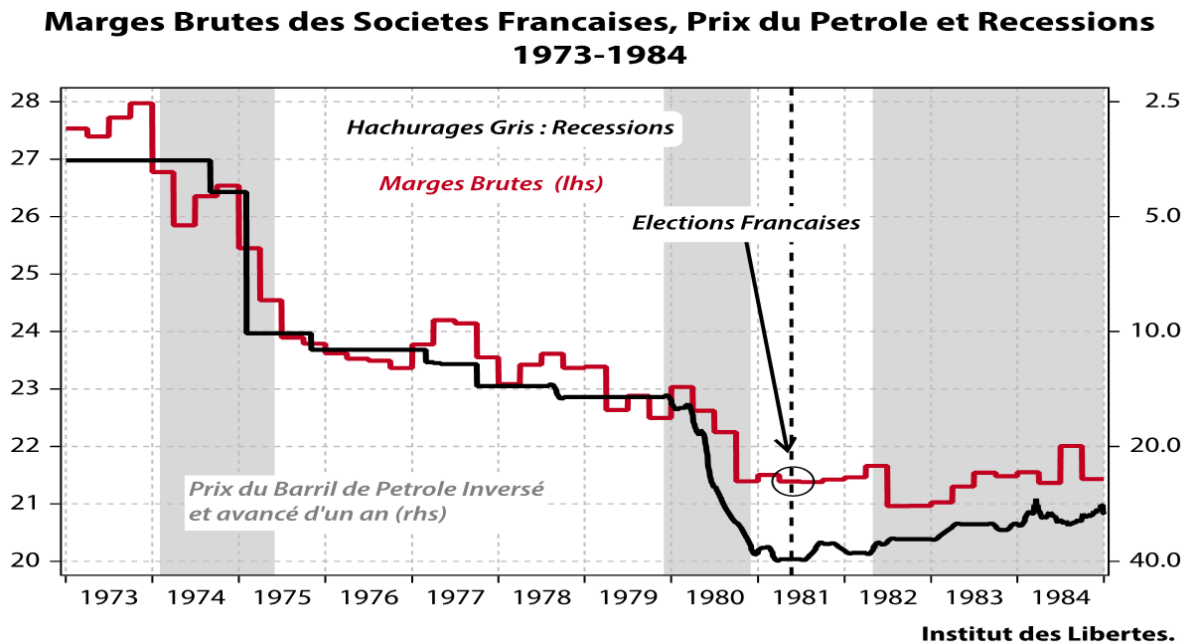
Curieux.

Le pays qui n'a pas été dans l'euro a vu sa dette quasiment disparaître tandis qu'en France elle a explosé. C'est exactement le contraire de ce que les partisans de l'euro nous annonçaient.

Comment est-ce possible ?

Remontons en arrière.

Commençons par l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981.



La gauche, en arrivant au pouvoir en 1981, trouve un système industriel dont les marges ont été détruites par la hausse ininterrompue des prix de l'énergie de 1972 à 1981 (ligne noire, échelle de droite, inversée).

La marge brute des sociétés françaises passe de 27% à 22% en 8 ans, ce qui ne s'était jamais produit.

La gauche élue en 1981 décide, pour des raisons idéologiques (sortir du capitalisme), d'achever la bête en nationalisant les banques et la plupart des grands groupes industriels, et du coup, la marge brute tombe à 21% en 1982, plus bas historique.

Pour vraiment désespérer les entrepreneurs et les épargnants qui viennent de ramasser une énorme claquette, les socialistes introduisent aussi « l'impôt sur la fortune », c'est-à-dire sur l'épargne, qui fera fuir des centaines de milliers de contribuables à l'étranger. Voilà qui contribuera à un effondrement de la quantité d'épargne qui pouvait s'investir en France, et de là à une baisse des investissements et donc, à terme, de la croissance.

La marche vers la ruine avait commencé.

Elle ne s'est jamais arrêtée.

Venons-en à la crise de 1992 et aux suivantes, toutes créées de toute pièce par monsieur Trichet.

Si je devais désigner l'homme qui a fait le plus de mal à l'économie française j'hésiterais entre Trichet et Delors, mais je choisirai en définitive Trichet, car c'est lui plus que tout autre qui a contribué à l'effondrement de l'industrie française.

Revenons au début des années 90.

L'Union Soviétique s'écroule, l'Allemagne se réunifie et le Chancelier Kohl convertit l'Ost Mark en Deutsch Mark a 1 OM pour 1 DM, ce qui est puissamment inflationniste.

Pour lutter contre cette inflation, la Bundesbank fait grimper les taux courts à 8.75%, pour des taux réels à plus de 5%.

Or, la plupart des pays européens étaient dans le SME et tout le monde devait avoir des taux plus haut que les taux allemands. Suivre les taux allemands, c'était donc condamner les pays qui étaient dans le SME à une dépression économique.

En 1992-1993, trois pays, l'Italie, la Grande Bretagne (ce qui permet a Georges Soros de faire fortune) et la Suède décident de sortir du SME, ne voyant pas pourquoi ils devraient payer pour la réunification allemande.

Monsieur Trichet, qui n'a jamais rien compris ni à l'économie ni aux affaires (cf. la faillite du Crédit Lyonnais, dont il était administrateur) décide à lui tout seul de foutre l'industrie française en l'air en décidant que la France **paiera pour la réunification allemande**, et monte les taux courts **à 12.5%** alors qu'en France l'inflation **était à 2.5%**.

Et il accepte sans broncher la dévaluation de 30% ou plus de la Lire, de la Livre et de la Couronne Suédoise contre le franc français (ligne rouge sur le graphique ci-dessous).

Un grand malade.

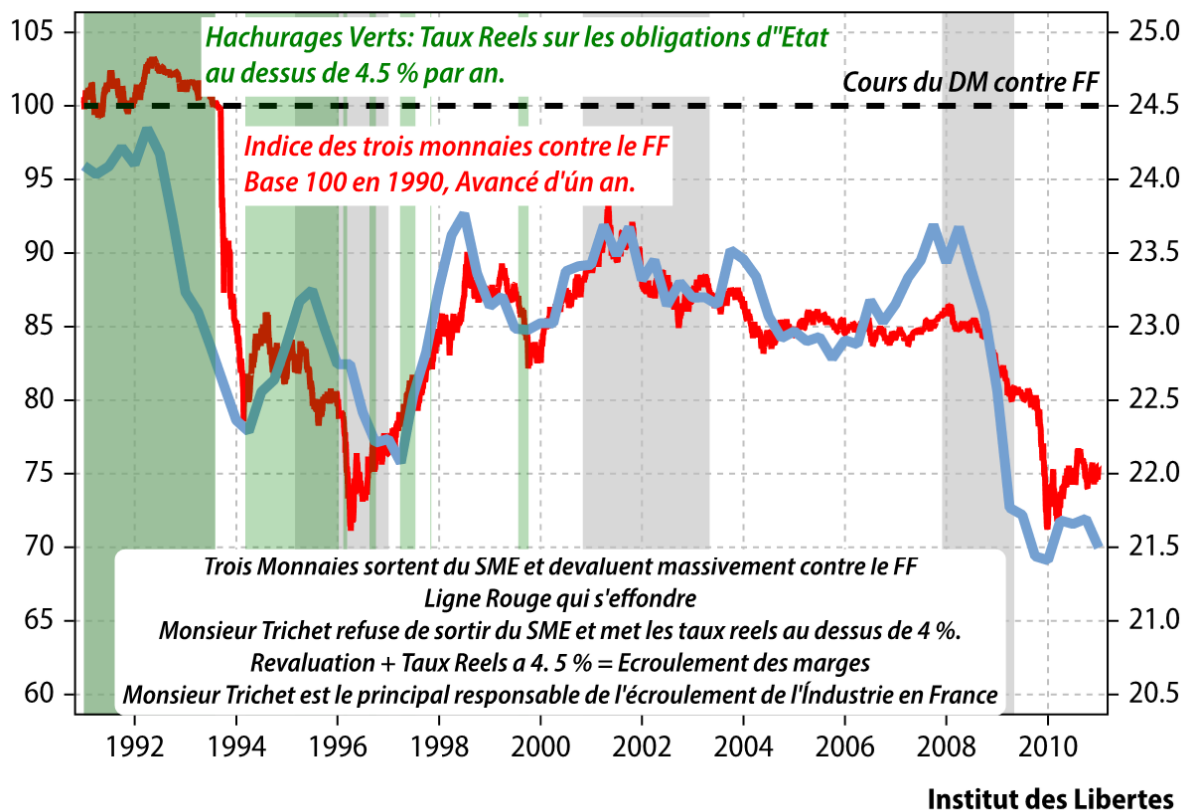
Et les entreprises françaises, qui déjà n'étaient plus compétitives à l'international tant notre taux de change était surévalué, ont dû payer en sus des taux usuraires de 10% réels sur leurs dettes bancaires (graphique hachuré en vert) et font faillite par milliers. La double punition d'un taux de change surévalué accompagné de taux d'intérêts réels exorbitants décime l'industrie française 5 ans de suite.

Notre industrie ne s'en est jamais remise. Un responsable et un seul à ce désastre, monsieur Trichet.

Le mécanisme qui mène à l'effondrement ?

La marge brute des entreprises françaises (ligne bleue) s'écroule (la corrélation avec la ligne rouge, le taux de change) est phénoménale, le chômage explose et avec lui les déficits budgétaires.

Comment des Taux Reels Inraisonnables et la Hausse du FF contre la Livre, la Lire et la Couronne Suedoise a tué l'Industrie Française.



Et ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette crise **c'est qu'elle était complètement non nécessaire**. Monsieur Trichet pense que le rôle du banquier central est d'empêcher toute dévaluation, ce qui est idiot. Un taux de change ne se décrète pas, il se mérite.

Car le taux de change n'est qu'un PRIX qui DOIT fluctuer avec les variables économiques.

Sinon, ce sont les profits qui deviennent la variable d'ajustement (Ligne Bleue qui plonge). Fixer des taux d'intérêts à un niveau invraisemblable pour maintenir un faux taux de change, c'est penser que la fixité du taux de change va amener à des conséquences favorables dans l'économie, alors que toute l'histoire économique enseigne le contraire (cf. par exemple la réévaluation du sterling par Churchill après la première guerre mondiale, qui a détruit l'industrie Britannique).

En constatant l'échec du SME, des gens normaux auraient conclu que contrôler les taux de change était une erreur. C'est ce que comprirent les Suédois et les Anglais, mais ni les Italiens, ni les Français n'arrivèrent à la même conclusion.

L'inspection des finances et monsieur Draghi, alors directeur général du ministère des finances Italien en tirèrent une conclusion différente : le SME avait échoué parce que les taux de change étaient ajustables. Il fallait donc remplacer le SME par un système dans lequel les taux de change seraient fixés pour l'éternité. C'est ce que firent nos génies. (Cf. les commentaires de Jacques Attali à l'époque).

Allons plus loin.

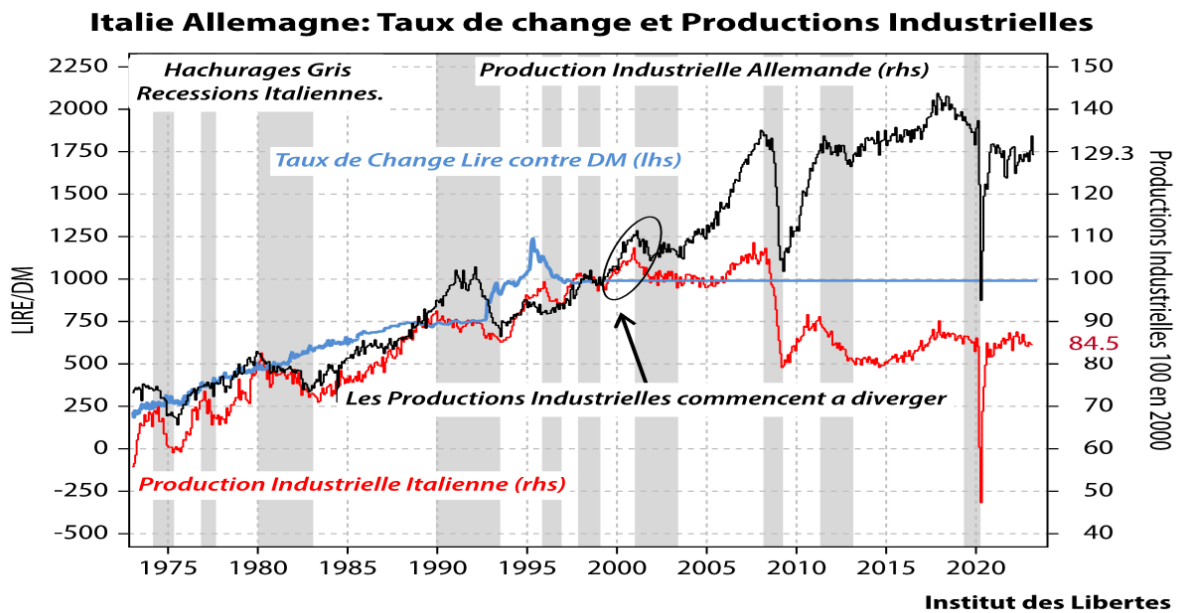
Je soutiens que **toutes** les crises depuis 1992 trouvent leur origine dans cette maladie mentale de l'inspection des finances : Vouloir contrôler les taux de change et les taux d'intérêts, pour s'assurer que l'économie sera dirigée par eux et par eux seuls. Pour ces fonctionnaires le but est le contrôle, et certainement pas la prospérité du pays et de ses habitants.

Incompétents un jour, incompétents toujours.

Venons-en donc à la **seconde** crise de l'euro, la première étant celle du SME que je viens de décrire. Pourquoi avons-nous eu une crise en 2011-2012 ? Parce que l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la France ont vu leur compétitivité vis-à-vis de l'Allemagne s'effondrer dès que le taux de change entre chacun de ces pays et l'Allemagne devint fixe.

Mais il fallut atteindre 10 ans pour que cette détérioration devienne visible.

C'est ce que montre le graphique suivant.



Explications

- De 1973 à 2000, les productions industrielles Italienne (en rouge) et Allemande (en noir) connaissent exactement la même croissance.
- Depuis 2000, elles divergent complètement. Question : Que s'est-il passé en 2000 ? Réponse : l'introduction de l'euro et la fixation du taux de change jusqu'à la fin des temps entre le DM et la Lire.

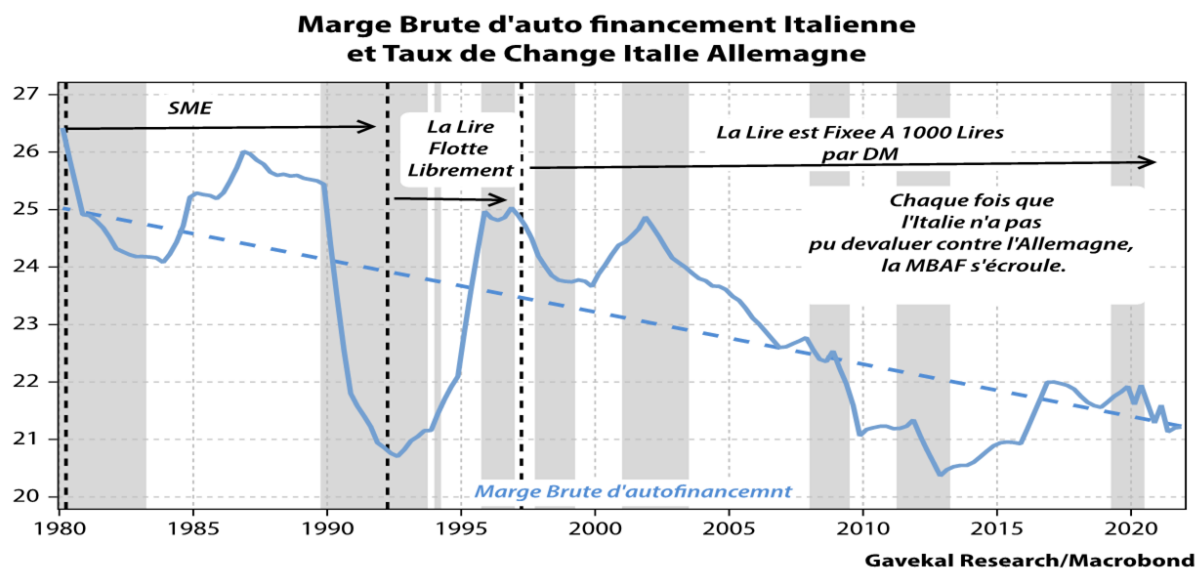
En termes simples, l'économie Italienne était beaucoup plus inflationniste que l'économie allemande et l'Etat Italien beaucoup moins efficace que son homologue allemand, et donc la Lire dévaluait tranquillement de 5% à 6% en moyenne par an, ce qui permettait aux entrepreneurs Italiens de rester compétitifs avec leurs concurrents allemands. La ligne bleue (le taux de change Lire/DM montait régulièrement) et grimpait de 250 L/DM en 1980 à 1250 L/DM en 1998 avant de se stabiliser à 1000.

La rentabilité des entreprises Italiennes, Françaises, Espagnoles etc. était donc protégée contre l'inefficacité de leur Etat et de leurs systèmes sociaux par une glissade perpétuelle du taux de change local contre le DM.

Arrive le taux de change fixe en 2000.

La variable d'ajustement qu'était le taux de change ne joue plus et la nouvelle variable d'ajustement devient les profits des sociétés. Et quand les profits des sociétés disparaissent, les fonds propres disparaissent aussi et le moindre ralentissement, la moindre récession sont beaucoup plus graves pour le niveau d'activité que quand les fonds propres des sociétés sont amples et amortissent les chocs.. Et après la récessions, le niveau de

production ne revient jamais au niveau précédemment atteint. C'est ce que montre le graphique précédent. Et donc, dans les périodes de taux de change administrés (SME) ou de change fixe (depuis 2000) la variable d'ajustement ce sont les profits Italiens. C'est pour cela que j'avais écrit il y a vingt ans, dans « Des Lions Menés par des Anes » que l'euro allait créer « trop de maisons en Espagne, trop de fonctionnaires en France, et trop d'usines en Allemagne »



Et donc, comme les profits s'effondrent en Italie, la production industrielle Italienne s'effondre pendant la récession **et ne remonte pas derrière** et bien entendu, le même scénario se produit en Espagne, France Portugal... la Grèce quant à elle fait tout simplement faillite...

Retournons-en 2012.

La situation est désespérée. L'Euro va disparaître. Pourquoi ? Parce que tout le monde sait que l'Italie dont le taux de croissance annuel nominal est inférieur à 3%, et qui est très endettée ne peut supporter un taux d'intérêts supérieur à 3%, faute de quoi la dette croîtrait beaucoup plus vite que le PIB et la banqueroute de l'Italie serait inéluctable.

Mais les taux nominaux allemands sont à 2% et les marchés requièrent une prime de risque sur l'Italie par rapport à l'Allemagne d'au moins 2%. Ce qui veut dire que l'Italie devrait payer 4% sur ses taux à 10 ans et serait donc rapidement acculée à la faillite.

Ce problème de robinets et de baignoires a été facilement résolu par monsieur Draghi, qui fait baisser les taux à 10 ans Italiens en dessous de 2% en achetant massivement de la dette Italienne (ce qui était interdit par

tous les traités) et le tour était joué. Pour que cela passe politiquement, il a aussi acheté de la dette allemande (et française et Espagnole) pour amener les taux courts et longs allemands à un niveau où ils seraient négatifs, ce qui n'a jamais eu lieu dans l'histoire et pour une bonne raison : Les intérêts sur mon épargne servent à me compenser contre l'incertitude du futur.

Mettre des taux négatifs, cela revient à dire que le futur est plus certain que le présent.

Ce qui est complètement idiot. L'Europe depuis 2012 a donc été gérée selon des principes complètement irrationnels, c'est-à-dire magiques.

Et monsieur Draghi a utilisé cette période absurde pour monter l'une des plus belles escroqueries que j'ai vu dans ma vie.

Explication

Les banques commerciales ont eu le droit d'emprunter 102 euros à la BCE , à rembourser deux ans plus tard à la BCE à 100.

Avec ces 102 euros, elles achètent des obligations Italiennes à deux ans qui valaient 93% dans le marché et qui vaudront 100% deux ans plus tard, ce qui est certain puisque la BCE achète des obligations Italiennes en imprimant des euros, et tout cela est garanti par la BCE et ne requiert aucune mise de fonds propres.

Si vous avez emprunté 10 milliards d'euros à la BCE, vous vous faites en deux ans un profit d'un milliard d'euros sans aucun risque, ce qui permettra de payer d'excellents bonus aux cadres dirigeants.

Tous les risques et **toutes** les pertes sont couverts par la BCE, les banques commerciales ne prennent aucun risque, les profits allant dans leurs fonds propres ou dans les bonus que leurs patrons méritent bien.

Et du coup, les taux Italien à 10 ans tombent en dessous de 2%, les taux à 3 mois du même pays en dessous de zéro, les taux allemands à 10 ans deviennent négatifs, la faillite ne menace plus l'Italie et tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Il s'agit sans aucun doute de l'un des plus beaux exemples de capitalisme de connivence que j'ai vu de ma vie.

Le gouverneur de la BCE, Italien, pille les fonds propres des autres banques centrales de la zone Euro pour permettre à ses petits camarades

banquiers de gagner beaucoup d'argent sans prendre aucun risque. Et monsieur Draghi, quand son mandat à la BCE expire, est coopté au Conseil d'Administration d'un de ces groupes, qui se trouvait être Américain et qui avait joyeusement participé à la curée bien que non européen.

Je suis ébloui.

Hélas, comme le disait Milton Friedman, « *Un repas gratuit ça n'existe pas* ».

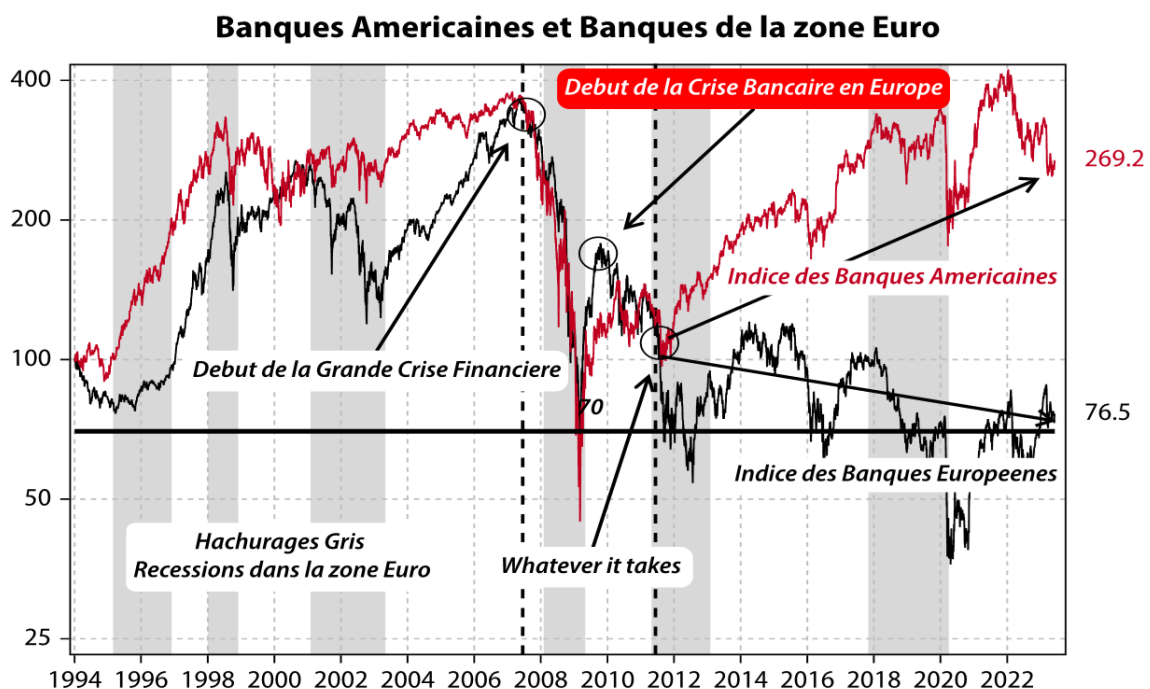
Et la réalité est que les taux zéro condamnent les banques normales à la faillite et voici pourquoi.

Le coût de fonctionnement d'une banque normale est d'environ 3% de ses dépôts (frais d'agences et de personnels etc...). Si les taux sont à zéro, elle est obligée de prêter au maximum à 1.5% (faute de quoi elle perdrait tous ses clients) et donc elle perd tout ce qu'elle veut.

Sauver l'Euro, en mettant les taux courts à zéro, c'était donc condamner à mort toutes les banques commerciales.

Le marché s'en est rendu compte très vite, et le cours des banques européennes s'est écroulé comme jamais partout dans la zone euro,

C'est ce que montre le graphique suivant.



Institut des Libertés

Que le lecteur veuille bien regarder la ligne noire (indice des banques européennes) et la ligne rouge (indice des banques américaines). Dès que Draghi met les taux à zéro, les deux lignes divergent.

La ligne noire, les banques européennes, s'écroule.

Quant à la ligne rouge, les banques américaines, elle remonte avant de retrouver ses plus hauts de 2007.

En fait, Draghi a sciemment détruit les banques européennes.

Mais ce n'est pas tout.

Pour que l'Italie ne saute pas, il fallait que les taux allemands restent **durablement** négatifs pour que les taux Italiens restent en dessous de 3%.

Pour arriver à ce résultat, la BCE, soutenue par tout le personnel de Bruxelles, décida qu'il était permis à la BCE de faire gonfler son bilan comme une malade (En faisant tourner à plein régime la fameuse planche à billets).

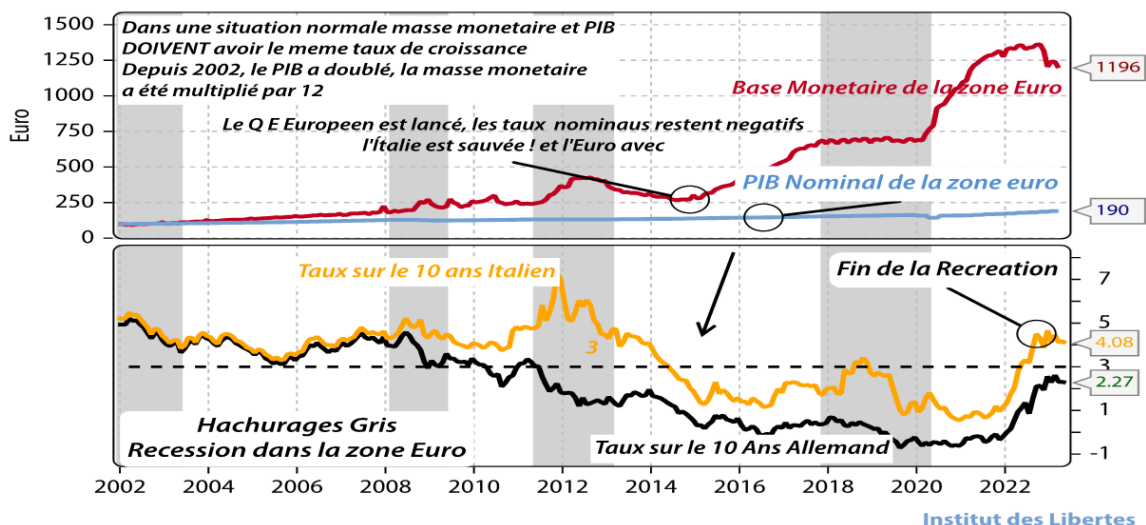
De 2000 à 2022, La masse monétaire est multipliée par 12, le PIB nominal par 2, (Cherchez l'erreur).

La BCE se met à acheter non seulement la totalité des déficits budgétaires de tous les pays de la zone euro en 2016, 2017 et 2018 mais parfois jusqu'à trois fois le déficit de chaque pays, c'est-à-dire que la BCE acheta aussi de la dette passée.

Inutile de dire que le bilan de la BCE explosa, et que les taux longs et courts pour tous les pays d'Europe s'écroulèrent.

Mission accomplie. L'Italie paye moins de 3% sur sa dette de 2014 à 2022.

Base Monétaire de la zone Euro et PIB de la zone Euro Taux en Allemagne et Taux en Italie



En 2102, monsieur Draghi a sauvé l'euro et l'Europe nous dit la presse admirative !

En fait, il n'a rien sauvé du tout.

L'ennui est qu'à force de « *subventionner des dépenses qui ne rapportent rien avec de l'argent qui n'existe pas* », l'inflation fait son grand retour, et dépasse 7% en Allemagne en 2022. Le marché obligataire allemand s'écroule, les taux nominaux allemands passant de 0% à 3%, ce qui garantit à terme la faillite de l'Italie, qui entre à nouveau dans une trappe à dettes,

En termes simples, cela signifie que toutes les manœuvres dilatoires de la BCE et de Bruxelles de 2012 à 2021 n'ont servi **à rien** et n'ont fait qu'aggraver la situation.

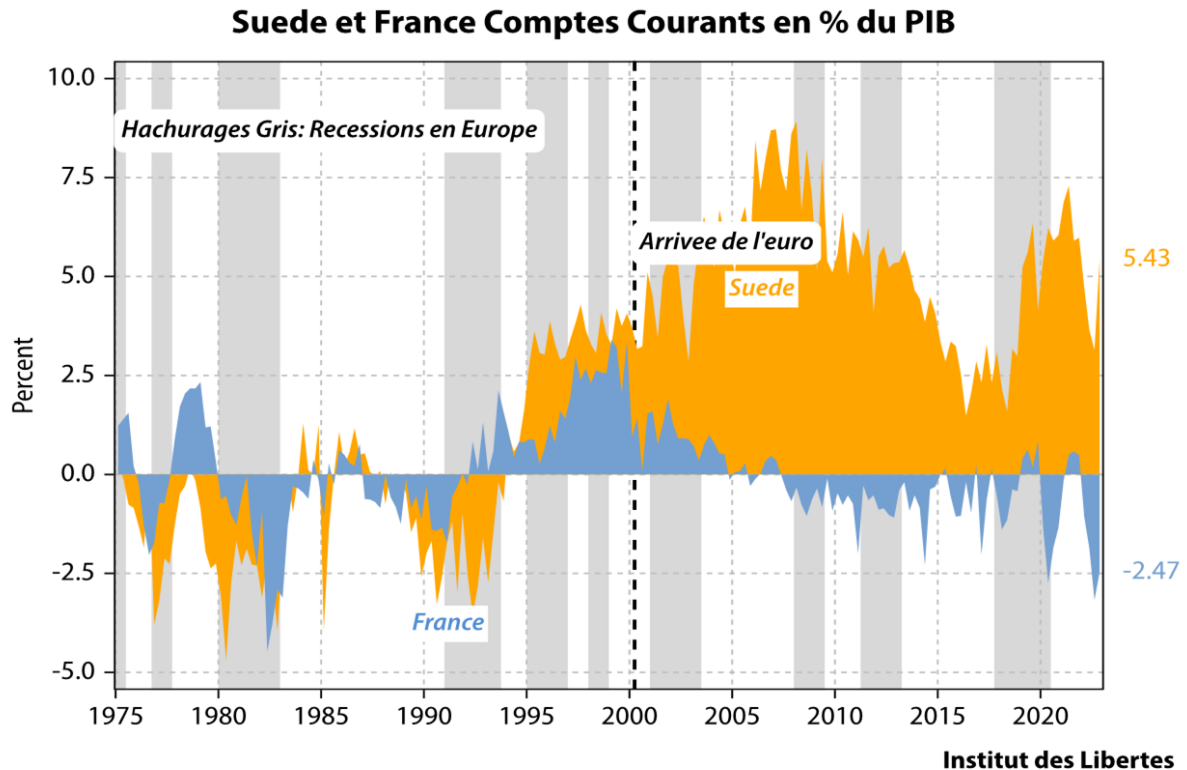
Nous sommes de retour dans une situation bien pire que celle de 2012, et nous n'avons plus aucune possibilité d'action, sauf à introduire un contrôle des changes.

Nous voici arrivés à la fin de cet exercice.

C'est donc le moment de retourner à la situation fondamentale de notre pays, la France pour voir quelles sont les marges de manœuvre qui restent au gouvernement.

Commençons par la situation du commerce extérieur.

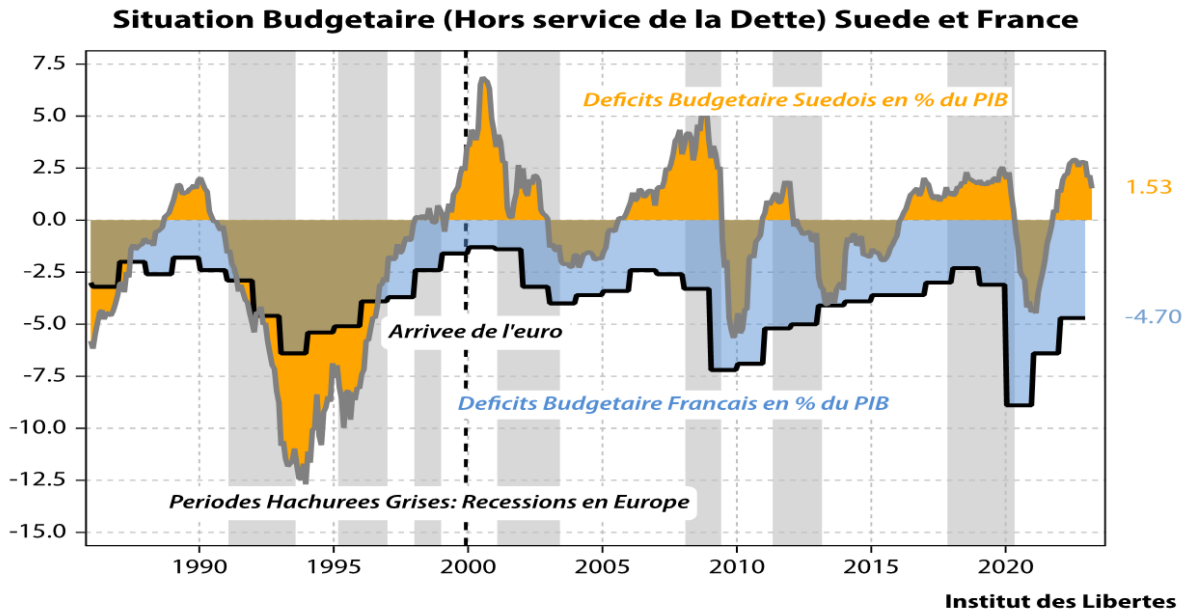
La Suède a des comptes courants excédentaires qui atteignent plus de 5% de son PIB, tandis que la France voit les chiffres de son commerce extérieur se détériorer sans arrêt depuis l'arrivée de l'euro pour atteindre un déficit de près de 2.5% du PIB.



Et il ne peut pas en être autrement : le secteur étatique ne produit RIEN pour l'exportation, tandis que ceux qui y travaillent veulent prendre des vacances à l'étranger et acheter des voitures allemandes comme tout le monde.

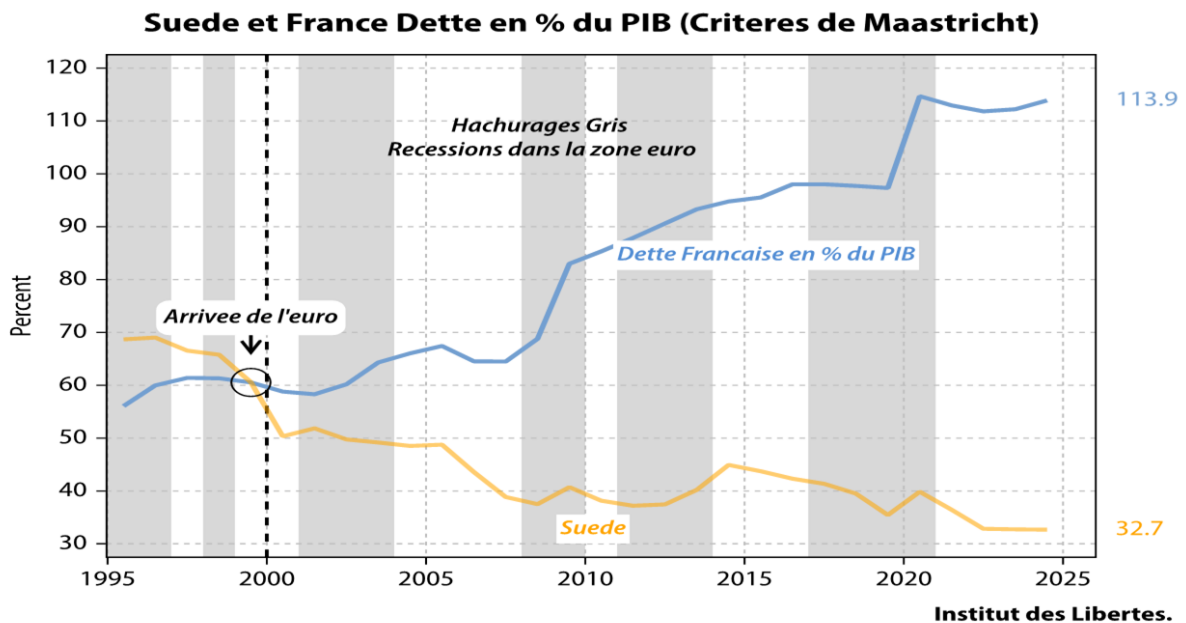
La hausse du poids de l'état dans l'économie se traduit toujours et partout par une détérioration du commerce extérieur.

Venons en a la situation budgétaire.



Sans commentaires ...

Et finissons par la situation respective des deux pays en ce qui concerne la dette gouvernementale en% du PIB.



Effrayant !

CONCLUSION ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Ceux qui parlent de réindustrialiser la France ne comprennent vraiment rien à l'économie.

Leur grande idée semble être que l'état va donner des subventions (à des copains ?) pour créer des usines qui survivront tant que les subventions dureront.

Une fois de plus, le poids de l'état dans l'économie monterait et avec lui le poids de la dette.

Ce qui permet à une activité pérenne de s'établir dans un pays et d'y prospérer s'appelle les profits, et non pas les subventions qui ne feront que creuser encore le déficit budgétaire, et feront baisser encore plus notre niveau de vie.

Il ne faut pas réindustrialiser la France, il faut la désétatiser et l'industrie y reviendra tout naturellement.

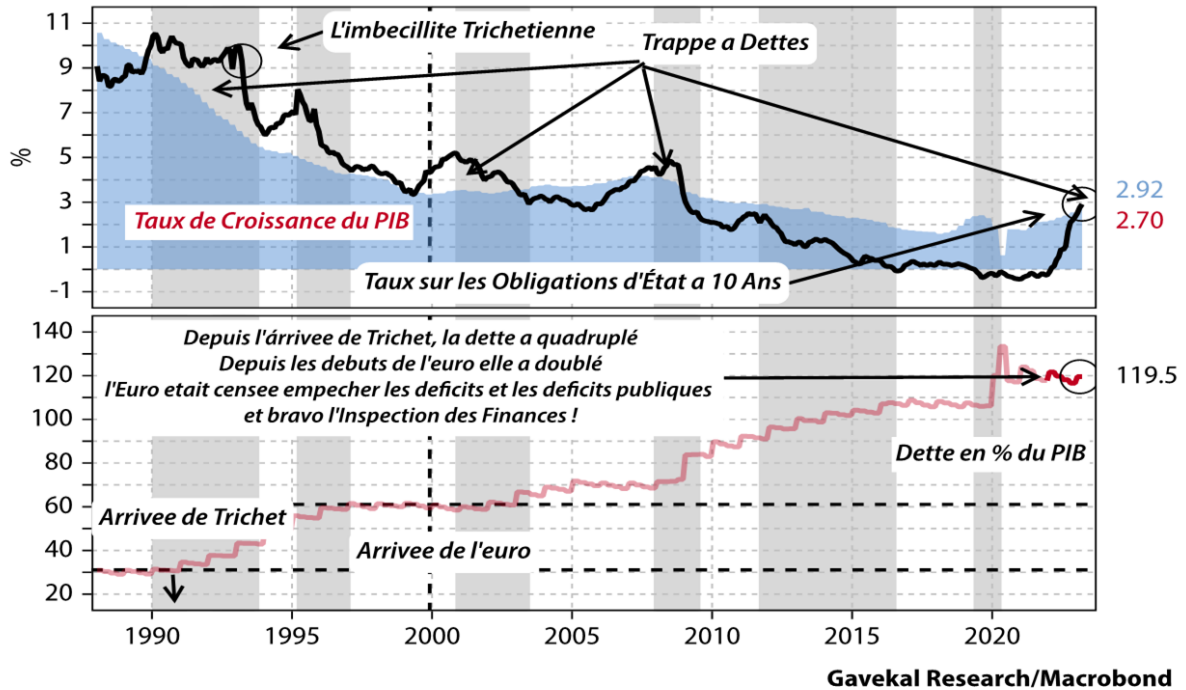
Le vrai problème est ailleurs.

La France est en train de rentrer dans une trappe à dette mortelle.

Si les taux montent et/ou si nous avons une récession, le refinancement de notre dette deviendra impossible immédiatement.

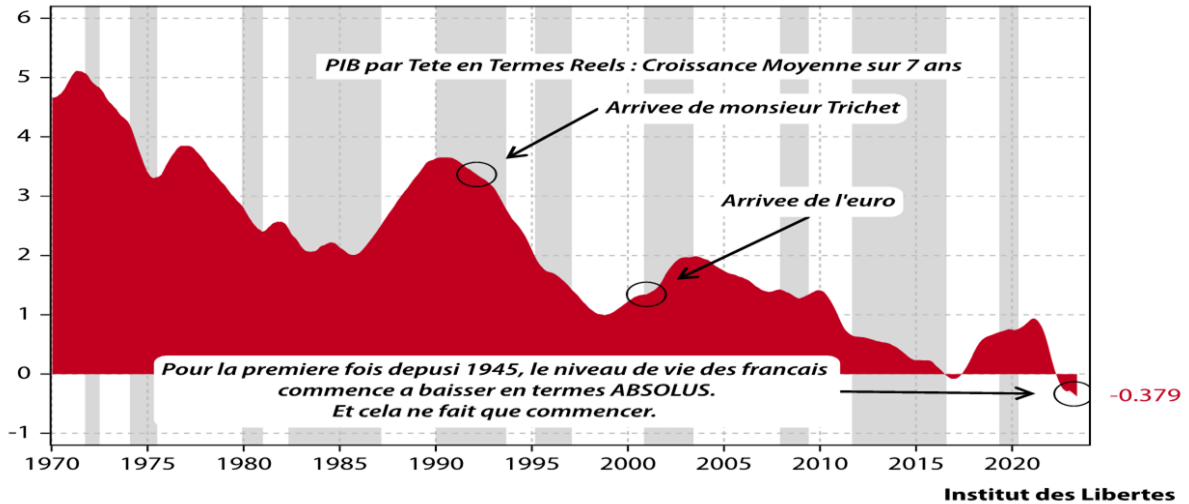
Et les Allemands n'accepteront pas que la BCE finance la dette française a nouveau, tant cela garantirait un effondrement de l'euro et une forte hausse des prix chez eux.

La France dans une Trappe a Dettes



Et le niveau de vie de chaque individu en France commence à baisser en termes absolus sur les 7 dernières années.

Le PIB par Tete commence a Baisser en France



CONCLUSION POLITIQUE

Ce qui émerge de cette étude est simple.

La France va droit à l'abîme si les dépenses de l'état ne retournent pas à 40% du PIB très rapidement, **ce qui est impossible si nous restons dans l'euro.**

Ce constat fait, il n'y a que deux possibilités.

1. Ou bien la France reste dans l'euro et suit le chemin de la Grèce quand la crise arrivera. Dans ce cas, elle sera administrée et gérée par une troïka composée du FMI (USA), de la BCE (Allemagne) et de la Commission (Bruxelles). Ce serait la fin de la France en tant que Nation Souveraine, et c'est sans aucun doute le projet des eurocrates qui gouvernent la France depuis 1981.
2. Ou bien la France décide de récupérer **toutes** ses souverainetés à la fois, et cela implique une sortie de l'euro, une sortie de l'Europe, une sortie de l'Otan, un renversement des alliances historiques. Cela veut dire une rupture totale avec la politique étrangère de notre pays telle qu'elle a été conduite depuis 1981.

Entre les deux, **rien**, puisque les deux systèmes sont complètement incompatibles

A mon avis, et, bien entendu, je peux me tromper, la première solution sera imposée à ceux qui nous gouvernent par nos « amis » américains, anglais et allemands, et il restera à attendre pour savoir si le peuple se révoltera pour imposer la deuxième solution, ce qui implique que nous allons avoir des temps politiques difficiles devant nous.

Oscar Wilde quand le Président du Tribunal lui demanda comment il s'était ruiné, expliqua « au début très lentement, à la fin très vite »

Je crains que nous soyons en train d'arriver dans la phase d'accélération.

Charles Gave livre ici une courte suite à son premier essai prémonitoire sur la situation économique européenne et française, *Des lions menés par des ânes*.

Dans *Réussir sa désindustrialisation*, il analyse implacablement les causes, les responsables et les conséquences des politiques économiques désastreuses menées depuis trois décennies en France.

Publié par Charles Gave et l'Institut des Libertés en Juin 2023 - Tous droits réservés

www.institutdeslibertes.org

« Un petit essai que j'aurais aimé écrire. Comme tous mes autres bouquins d'ailleurs. »

Jacques Attila

« Un ouvrage bien plus excitant que la *Fugue Américaine*, même si je ne comprends pas tout. »

Brune Mammaire

« Une feuille de route exemplaire. »

Cloclo Schwab

« Mamma mia, nous sommes démasqués. »

Mario Trahi

« Que l'auteur fasse attention à lui, il pourrait lui arriver un accident. »

J-C Jaitrichet